

INTERGLOBAL

RÉVOLUTION LIBYENNE

L'anniversaire s'annonce tendu

Maryline Dumas

Alors que la Libye s'apprête à fêter le deuxième anniversaire de la révolution qui a mis fin à la dictature de Mouammar Kadhafi, de grosses manifestations sont annoncées.

Les checkpoints sont de retour. Et avec eux, leur lot de rebelles aux uniformes dépareillés, kalachnikov à la main et mitraillettes anti-aériennes sur les pick-up. La nuit, ils font ralentir les voitures, demandent les papiers ou font simplement la circulation. Ces scènes avaient peu à peu disparu en Libye, elles sont de retour depuis deux semaines. La raison tient en une seule date : le 15 février.

Si la révolution libyenne est souvent appelée la « révolution du 17 Février », date où Mouammar Kadhafi a tenté de réprimer dans le sang la révolte populaire, c'est le 15 février 2011 qu'ont eu lieu les premières manifestations à Benghazi. Et deux ans plus tard, les Libyens ont bien l'intention de fêter l'événement. A leur manière.

Les rues de Tripoli se parent peu à peu des couleurs de la révolution. Rouge, noir et vert deviennent tendance et apparaissent sur les voitures, les immeubles. Des voitures font le tour du centre-ville avec l'hymne libyen hurlant dans les baffles. Mais un autre refrain résonne dans les rues libyennes, celui d'une seconde révolution.

Depuis plusieurs semaines, un tract circule à Tripoli. Il appelle au « soulèvement populaire » pour « faire tomber le régime » en para-

lysant le pays à partir du 15 février. Dans l'incertitude, les Libyens ont préféré faire quelques réserves de provisions et d'essence. Ainsi, Fathi ne prend plus sa voiture, mais des taxis « pour économiser l'essence » : « J'ai connu la révolution. Cette fois, je suis prévoyant », explique le retraité.

Une deuxième révolution

Le terme « deuxième révolution » est dans toutes les bouches, mais avec différentes interprétations. Les uns veulent exprimer leur colère, les autres veulent « corriger le passé » ou « redresser le chemin de la révolution ». Il y a aussi les partisans de l'ancien régime qui, selon les autorités, pourraient profiter de l'occasion pour fomenter des attentats.

Comme lors de la révolution de 2011, c'est de Benghazi que sont venus les premiers appels à la grève. Cette fois, il est plus question d'orientation politique que de liberté : ce sont les partisans du fédéralisme qui ont pris l'initiative de l'événement. Parmi eux, Oussama Buera, membre du mouvement fédéral libyen, demande « un référendum donnant à chaque région (Est, Ouest et Sud) le choix de devenir un Etat fédéré ou non, un nouveau recensement avant toute nouvelle votation et une refonte de la Commission électorale ». Des revendications qui ont dû évoluer après l'annonce, la semaine dernière, par le gouvernement, de l'organisation d'une élection pour le comité des 60, chargé de rédiger la

constitution. La nomination ou l'élection de ce comité était en débat depuis le mois d'août en Libye, les fédéralistes menaçant de bloquer les routes et les raffineries si une élection n'était pas organisée. « Le gouvernement a fait cette annonce dix jours avant le 15 février pour tenter de calmer les fédéralistes. Il espérait que les appels à manifester s'esouffleraient », indique une source diplomatique.

Seulement relayées par les réseaux sociaux, les revendications se sont peu à peu multipliées. La population libyenne y a en effet vu un moyen de montrer sa colère et son impatience face à un Etat qui semble toujours faible et inerte. « C'est un ras-le-bol général, donc toutes les raisons sont bonnes ! », explique un haut fonctionnaire sous couvert d'anonymat.

Le peuple demande deux têtes

Au sein du pouvoir, deux personnes sont particulièrement visées : Mohamed Megaryef, le président du Congrès national, et Yousef Mangoush, le chef d'état major de l'armée. Le premier est tour à tour accusé d'être « un islamiste qui se cache », selon un fonctionnaire qui manifestera vendredi et « un homme aux mœurs critiquables », selon un opposant politique. La tête du second est demandée depuis plusieurs mois par la population. En octobre dernier, lors du siège de Bani Walid, ville si-

tuée au sud est de Tripoli, il a été accusé par les Warfallas (l'ethnie de Bani Walid qui est majoritaire en Libye) d'être une « marionnette de Misrata », la cité voisine et ennemie héréditaire. La population lui reproche aussi de ne pas avoir été capable de rétablir la sécurité sur le territoire. « La sécurité du pays est assurée par des milices, ça ne rime à rien ! A quoi ressemble notre pays ? Où est l'armée, la police ? Megaryef, Mangoush, le 15 février, on les met dehors ! », s'énervait Mohamed, chauffeur de taxi.

Ces démissions figurent parmi les demandes du Forum libéral pour la démocratie. Mais Salah Enqab, coordinateur du mouvement civique, a bien d'autres griefs : « Je veux dénoncer le bilan désastreux et la corruption du gang d'Ali Baba, le gouvernement de Abdel Rahim el-Kib (prédécesseur de Zeidan, ndlr). Et il y a aussi les députés : ils se comportent comme des adolescents qui ne comprennent rien à la politique. La seule chose qui les intéresse, c'est leur salaire à 13.000 dinars (7.886 euros environ) par mois, la voiture qu'on leur fournit et le logement gratuit au Rixos Al Nasr (un hôtel de luxe à proximité du Congrès, ndlr). » Ce n'est pas Khaled Umbashi, un opposant de longue date à Kadhafi, qui dira le contraire : « Les députés ont augmenté leur salaire, mais n'ont rien fait pour les gens pauvres, le trafic routier qui bloque les routes, les poubelles qui ne sont pas ramassées. » Après 35 ans d'exil, il se désole de voir l'état de son pays :



PHOTO : MARYLINE DUMAS

« Avec les moyens qu'on a, on pourrait ressembler aux pays du Golfe, ou à l'Europe. »

La crainte du débordement

Si les raisons de manifester sont là, certains hésitent encore à sortir dans les rues vendredi. « Je voulais y aller, car les choses vont mal, explique Mohamed, un jeune Tripolitain. Mais les revendications sont trop diverses. Je ne veux pas manifester à côté de quelqu'un qui demande l'application de la charia. C'est ce qui m'est arrivé l'année dernière pour le 17 Février, je ne veux pas que ça recommence. » Dans un café de la capitale, Gargouze (surnom qu'il a choisi) est infatigable pour critiquer le gouvernement. Mais il n'ira pas pour autant manifester. « Le Congrès a été élu par le peuple, donc il est légitime. Les gens qui vont manifester disent vouloir 'corriger le passé', mais qu'est-ce que ça veut dire ? Ce n'est pas clair. » Ce jeune Amazigh, une minorité libyenne mise au ban par Mouammar Kadhafi, pointe une autre inquiétude : « Il y a des problèmes,

mais il ne faut pas détruire le nouveau régime. Les kadhafistes n'attendent que ça, ils saisiront la moindre occasion ! » Face à la menace kadhafiste que tous les Libyens redoutent, les habitants de Benghazi ont ressorti les armes cette semaine et organisent des rondes dans leur quartier, selon un journaliste occidental basé dans la capitale de Cyrénaïque.

Essam, lui, craint plus pour sa sécurité et celle des manifestants : « Si une personne tire, quel que soit son camp, il y aura une réponse équivalente de l'autre côté. » Dans un pays où circulent environ quatre armes par habitant, le moindre événement peut vite dégénérer. L'étudiant en médecine n'ira donc pas manifester. Il y a d'ailleurs eu des précédents : en octobre dernier, les gardes du Parlement ont tiré en l'air à la kalachnikov puis à la mitrailleuse anti-aérienne pour disperser une manifestation pacifique.

La carte sécuritaire

Cette fois, le gouvernement espère éviter ce genre de réponse qui

assombrirait, encore, son image. Le Premier ministre Ali Zeidan l'a affirmé dimanche dans une conférence de presse : « Aucune personne venant exprimer son opinion de façon pacifique ne sera attaquée. La liberté d'expression sera garantie, comme dans tout Etat de droit. »

Pour autant, le gouvernement a sorti la carte sécuritaire. Les frontières avec la Tunisie et l'Egypte sont fermées depuis le 14 février et pour cinq jours. Les entrées des voyageurs par les aéroports de Tripoli et Benghazi vont aussi être restreintes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé la mise en place de 1.434 checkpoints et 640 unités mobiles, rien que pour Tripoli. Dans ces conditions, l'invitation faite à Nicolas Sarkozy par le maire de la capitale pour la célébration du 17 Février a été annulée. D'ailleurs, aucune célébration officielle n'a pour le moment été prévue. « La révolution s'est faite grâce au peuple. C'est donc au peuple de la fêter », s'est contenté de dire Ali Zeidan.

Du côté des étrangers, beaucoup ont choisi de quitter le pays pour cette semaine critique. C'est le cas de Pa-

trick Choquet, qui travaille pour Airbus en Libye. « On entre dans une période trouble. Je rentre en France du 10 au 18 par mesure de sécurité. »

Certaines compagnies aériennes, comme Alitalia, Lufthansa et Austrian Airlines, ont d'ailleurs choisi de stopper leurs vols, le temps de ces célébrations. Plus ou moins coupée du monde par ces mesures sécuritaires, la population libyenne garde un œil sur ses voisins : la Tunisie et l'Egypte. Des pays eux aussi en proie aux manifestations. « Ce qui s'y passe nous touche directement, explique un jeune Tripolitain. Car nous n'aurions jamais fait le Printemps arabe, si eux ne l'avaient pas fait. Nous avons simplement suivi le mouvement. » Que réserve donc l'hiver arabe ?

Maryline Dumas est correspondante pour le woxx en Libye.